



ce n'est pas à nous de payer la crise !

Gel de la valeur de point d'indice en 2011, 2012, 2013 ?

Alors que le gouvernement vient d'alléger l'impôt sur la fortune, privant l'Etat de 900 millions d'euros par an, il confirme la rigueur salariale pour les personnels de la Fonction publique avec la confirmation du gel de la valeur du point d'indice en 2011, 2012 et 2013.

Le gouvernement accepte donc de voir le pouvoir d'achat de 5 millions de salariés poursuivre sa dégringolade : -10% en dix ans. Il choisit de laisser le salaire minimum de la Fonction publique être vraisemblablement rattrapé par le SMIC en juillet prochain pour la 12ème fois depuis juillet 2000 ! Il serait alors juridiquement contraint de relever le bas de la grille de 6 points, ce qui correspond aux 8 premières années de « carrière » de l'échelle 3.

Avec les salariés du privé, refusons de payer les conséquences de la crise financière. Alors que les actionnaires renouent avec les bénéficiaires, nous devons nous mobiliser pour la rémunération de notre travail !

Prétendre que le pouvoir d'achat des agents publics aurait augmenté de 10 % depuis 2007 relève de la provocation : les ministres s'abritent derrière des mesures d'individualisation (primes, GIPA, heures supplémentaires...) qui ne concernent pas tous les personnels et dont les effets sont particulièrement inégalitaires, au détriment des plus jeunes, des femmes, des catégories les moins rémunérées. Ils oublient l'augmentation du prélèvement pour la retraite intervenu en janvier et qui représentera à terme, une journée de salaire de moins par mois.

Si le pays consacrait aux rémunérations des agents de l'Etat en 2010 une part de la richesse nationale comparable à celle de 1999, elles pourraient être augmentées de 28 %.

Se mobiliser, c'est nécessaire ! Obtenir des augmentations de salaire, c'est possible. Ce n'est que justice !

Un discours mensonger

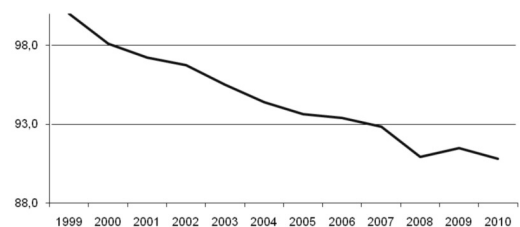
Barouin et Tron prétendent que le pouvoir d'achat des agents publics aurait augmenté de 10 % depuis 2007, MENSONGE !

Les ministres détournent des indicateurs statistiques et s'abritent derrière des mesures d'individualisation (primes, GIPA, heures supplémentaires...) qui concernent une minorité d'entre nous.

Pour la FSU, c'est la valeur du point d'indice qui permet de mesurer l'évolution du pouvoir d'achat.

Cette politique conduit à un écrasement des carrières et à un déclassement salarial.

Evolution du pouvoir d'achat de l'indice FP.



Une politique injuste

- Profondément inégalitaire, la politique salariale menée par Barouin et Tron est disqualifiée par son caractère injuste. En individualisant la mesure, les ministres justifient qu'un fonctionnaire recruté aujourd'hui aurait au long de sa carrière, un pouvoir d'achat inférieur de 10% environ à celui qui a été recruté il y a dix ans. Pour la FSU, cela n'est pas acceptable !

- D'un côté, on prétend vouloir « favoriser la conciliation vie professionnelle, vie familiale », de l'autre il faut « travailler plus pour gagner plus » ; Cherchez l'erreur !

le 31 mai

journée nationale d'action

Pour les salaires

à l'appel de l'ensemble des
organisations syndicales
de la fonction publique



Le service public,
on l'aime, on le défend

<http://www.fiers-du-service-public.fr/>

Quelques chiffres

- Perte nette de pouvoir d'achat du point d'indice de 2000 à fin 2011 : **-11,3%**
- Allègement de l'ISF = **900 millions d'euros par an**
Avec cette somme, il aurait été possible d'augmenter de 1% la valeur du point d'indice dans la FPE.
- **11 fois** depuis juillet 2000, le gouvernement a été juridiquement contraint de relever le minimum de traitement, une course derrière le SMIC traduite par une hausse de 17%.
- **10% des agents** exerçant à temps complet dans la FPT ont un salaire moyen mensuel inférieur à 1200 € (2008). Moins d'un quart des personnels de l'Etat bénéficie de la loi TEPA, un tiers dans la FPT.
- Coût des mesures de la loi TEPA (uniquement sur la masse salariale) = cout de l'augmentation de **1% de la valeur du point d'indice**.
- Taux moyen de prime : cadre homme **56%**, cadre femme **45%** ; prof homme **14%**, prof femme **9%**.

Une autre politique salariale est possible

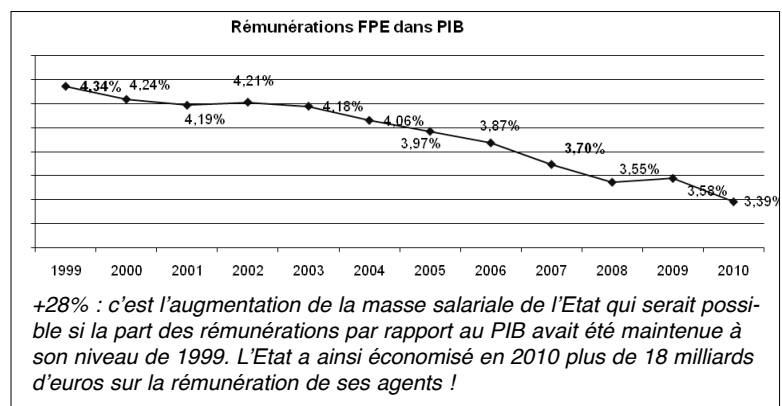
Augmenter les salaires dans la Fonction publique, c'est nécessaire, juste et possible !

Des services publics de qualité, cela a un coût. Les dépenses de personnels en sont une composante essentielle. Ce coût augmente, en France comme dans les autres pays développés.

La vraie question est de savoir si ce coût est renvoyé aux individus ou mutualisé.

L'exigence de justice sociale conduit à choisir un financement collectif. Dès lors, la question posée est celle de la fiscalité. Une réforme fiscale pour reconstruire la progressivité est urgente !

Les choix du gouvernement, à l'opposé de cette exigence, assèchent les ressources publiques et créent des déficits. La part des salaires versés par l'Etat dans les richesses créées ne cesse de reculer. D'autres choix sont possibles et nécessaires. Actuellement, dans la Fonction publique, les faibles rémunérations sont source de précarité ; ne pas rémunérer les qualifications de métiers exigeants crée des difficultés de recrutement.



Nos revendications sont crédibles.

Pour la FSU, il faut

- assurer le rattrapage de la valeur du point d'indice par rapport aux prix ;
- reconstruire la grille indiciaire pour rémunérer les qualifications réelles, avec une augmentation de 50 points pour tous, à titre d'acompte ;
- porter le salaire minimum net à 1600 € mensuels.

Pour les salaires

- je signe « oui à l'augmentation des salaires dans la Fonction publique » : <http://salairesfonctionpublique.fr>
- je participe à l'action unitaire du mardi 31 mai